



**David FERREIRA**

*Métreur - Economiste - Coordinateur  
Coordonnateur en Matière de Sécurité  
et de Protection de la Santé*

**MAITRE D'OUVRAGE**  
**ADSEA DU CANTAL**  
2 rue de la Fromental  
15000 AURILLAC

**ARCHITECTE**  
**AGENCE D'ARCHITECTURE**  
**JEAN GERAUD LUTRAN**  
**METAFORE**  
24 rue Paul Doumer - 15000 AURILLAC

**BUREAU D'ETUDES**  
**IGETEC**  
5 avenue Georges Pompidou  
15000 AURILLAC

**BUREAU DE CONTROLE**  
**SOCOTEC**  
24 rue Gutenberg  
15000 AURILLAC

**Coordonnateur SPS**  
**Cabinet Sarl David FERREIRA**  
**183, avenue du Général Leclerc**  
**15000 AURILLAC**

# **PLAN GENERAL DE COORDINATION**

## **Sécurité et Protection de la Santé**

*Niveau II*

## **RESTRUCTURATION DE L'HEBERGEMENT DE L'IME DE MAURIAC**

**Crouzit Haut  
15200 MAURIAC**

<b>MODIFICATIONS ET EVOLUTION DU PGC AU COURS DE LA PHASE CONCEPTION ET REALISATION</b>		
DATE	INDICE	MODIFICATIONS APPORTEES
07/10/2024	A	Version initiale

DATE	INDICE	MODIFICATIONS APPORTEES
07/10/2024	A	Version initiale

Etabli conformément aux articles R.4532-42 à R. 4532-51 de la Section 4  
du décret 94.1159 du 26/12/1994

## PREAMBULE

Le P.G.C. est établi en vue d'intégrer les principes généraux de prévention dans l'organisation de l'opération. Il sera complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des différentes tranches qui le composent, des contraintes successives liées au déroulement des opérations mitoyennes.

Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

## REDACTION - MODIFICATIONS

Indice	Rédacteur(s)		Modifications
	Nom	Date	N° Pages modifiées
A	Benoît ROUZAIRE	07/10/2024	Création du PGC.

## DIFFUSION du PGC

Indice	Date	Entreprises	Correspondants	Envoi par
A	07/10/2024	MAITRE D'OUVRAGE ARCHITECTE	ADSEA DU CANTAL METAFORE	@ @

## LISTE DES INTERVENANTS

Intervenants	Représentant	Téléphone - Mail
<b><u>MAITRE D'OUVRAGE</u></b> ADSEA DU CANTAL 2 rue de la Fromental 15000 AURILLAC	M. BREL	<a href="mailto:daf@adsea15.fr">daf@adsea15.fr</a>
<b><u>ARCHITECTE</u></b> AGENCE D'ARCHITECTURE JEAN GERAUD LUTRAN METAFORE 24 rue Paul Doumer - 15000 AURILLAC		04 71 64 12 24 <a href="mailto:contact@metafore.fr">contact@metafore.fr</a>
<b><u>BUREAU D'ETUDES</u></b> IGETEC 5 avenue Georges Pompidou 15000 AURILLAC	M. VAURS	04 71 63 88 30 <a href="mailto:accueil@igetec.fr">accueil@igetec.fr</a>
<b><u>BUREAU DE CONTROLE</u></b> SOCOTEC 24 rue Gutenberg 15000 AURILLAC	M. TROUPEL	04 71 48 41 58 <a href="mailto:vincent.troupe@socotec.fr">vincent.troupe@socotec.fr</a>
<b><u>COORDINATION SPS</u></b> Cabinet Sarl David FERREIRA 183 avenue du Général Leclerc 15000 AURILLAC	M. Benoît ROUZAIRE	04.71.64.11.38 <a href="mailto:sarl.dferreira@orange.fr">sarl.dferreira@orange.fr</a>

AUTRES INTERVENANTS	Représentant	Téléphone	Fax
Pompiers		18	
SAMU		15	
Police		17	
N° d'urgence sur téléphone mobile		112	

ORGANISMES DE TUTELLES	Téléphone	Fax
<b>CARSAT</b> Département Risque Professionnel - 63036 CLERMONT-FD CEDEX 9	0 821 10 63 63	
<b>DIRECCTE</b> 1 rue du Rieu – 15000 AURILLAC	04 71 46 83 60	04 71 46 83 83
<b>OPPBTP</b> 50 avenue Max Dormoy – 63000 CLERMONT-FERRAND	04 73 35 14 23	04 73 35 14 30

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>2</b>
<b>DIFFUSION DU PGC .....</b>	<b>2</b>
<b>I. PREAMBULE.....</b>	<b>6</b>
A. GENERALITES .....	6
B. MOYENS ET AUTORITE DONNES AU COORDONATEUR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE .....	7
<b>II. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.....</b>	<b>8</b>
A. PRESENTATION DU PROJET.....	8
1. Description sommaire des travaux :.....	8
2. Calendrier prévisionnel des travaux.....	8
3. Effectifs prévisibles, catégorie de l'opération.....	8
B. DESIGNATION DES LOTS .....	9
C. DÉCLARATION PREALABLE .....	9
D. RENSEIGNEMENTS COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE .....	10
<b>III. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER .....</b>	<b>12</b>
A. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES.....	12
1. Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins .....	12
2. Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	12
3. Par rapport aux riverains: .....	12
B. ACCES AU CHANTIER .....	12
1. Voiries existantes.....	12
2. Desserte pour le personnel .....	13
3. Dispositif de guidage.....	13
4. Entrée du chantier .....	13
C. INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	13
1. Plan d'installation de chantier.....	13
2. Clôtures .....	14
3. Cantonnement.....	15
4. Panneau de chantier.....	17
5. Electricité.....	17
<b>IV. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT CONCERNANT NOTAMMENT</b>	<b>19</b>
A. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE .....	19
1. VOIES ET ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION .....	19
2. MANUTENTION ET LEVAGE.....	20
3. STOCKAGE, ELIMINATION, EVACUATIONS DES DECHETS ET GRAVOIS .....	22
4. SUJETIONS LIEES AUX PROTECTIONS COLLECTIVES: .....	23
5. INSTALLATION ELECTRIQUE : .....	26
6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION : .....	27
7. PROTECTION INCENDIE .....	28
8. SIGNALISATION.....	28
9. MATERIAUX DANGEREUX (Amiante/ Plomb/ Radon, CMR) .....	29
<b>V. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER .....</b>	<b>31</b>
A. SITE EN ACTIVITE, DES RISQUES DE CO-ACTIVITE DES ZONES A CARACTERE DE RISQUES PARTICULIERS, DES ZONES INTERDITES, .....	31
B. DES CONSIGNES DE L'ETABLISSEMENT .....	32

<b>VI. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT .....</b>	<b>33</b>
A. CANTONNEMENT : .....	33
1. <i>Les installations de chantier concernent</i> .....	33
2. <i>Dimensionnement</i> .....	33
3. <i>Incendie</i> .....	34
4. <i>Secours</i> .....	34
5. <i>Nettoyage et entretien du cantonnement</i> .....	34
6. <i>Hébergement sur le site</i> .....	34
B. NETTOYAGE DU CHANTIER .....	34
1. <i>Règles générales de nettoyage du chantier</i> .....	34
<b>VI. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.....</b>	<b>35</b>
A. ORGANISATION DES SECOURS .....	35
B. RISQUE INCENDIE .....	36
<b>VII. VII. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS, OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....</b>	<b>38</b>
A. ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	38
B. VISITE D'INSPECTION COMMUNE .....	38
C. DIFFUSION PPSPS.....	38
D. SOUS-TRAITANT .....	38
<b>VIII. A N N E X E S .....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXE 1: DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE .....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXE 2: PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE P.P.S.P.S..</b>	<b>42</b>
A. MODALITES DE TRANSMISSION.....	42
B. CONTENU DU P.P.S.P.S. ....	43
<b>ANNEXE 3: DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE.....</b>	<b>45</b>

**A. Généralités**

Le Coordonnateur a retenu un certain nombre de dispositions dans l'intérêt de l'ensemble des entrepreneurs. Le présent chapitre a pour but de les faire connaître aux entrepreneurs.

Ces derniers doivent donc prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution, aux prescriptions qu'il contient.

Les prestations définies ci-après font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

La logistique de chantier s'adaptant aux déroulements des travaux, le Maître d'œuvre se réserve le droit d'y apporter aménagements, modifications, compléments.

Les frais correspondants seront pris en charge par chaque entreprise concernée.



Chaque entreprise intervenante réalisera la déclaration préalable de début des travaux.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateurs SPS et les employeurs doivent mettre en place les mesures de prévention basées sur le fondement des principes généraux de prévention suivants (Voir articles Article L4121-2 et L4531-1):

- éviter les risques
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- Combattre les risques à la source
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail [...]
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

En complément, les deux principes ci-dessous s'appliquent également aux employeurs :

-  Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
-  Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

## **B. Moyens et autorité donnés au coordonnateur par le maitre d'ouvrage**

---

Le Maître d'ouvrage confère au Coordonnateur SPS autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, entrepreneurs, sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants. Cette autorité est limitée au domaine de la santé et de la sécurité des personnes, conformément au Code du Travail et règlements associés.

En cas de non respect des règles définies dans le PGC et les PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le Coordonnateur SPS pourra mettre en demeure l'entreprise titulaire du marché de travaux de remédier sous les huit jours aux manques constatés ; copie sera transmise au Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre. Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le Coordonnateur SPS en informera par écrit le Maître d'ouvrage qui statuera sur l'arrêt ou non des travaux.

En cas de danger grave et imminent, le Coordonnateur SPS aura autorité pour arrêter les travaux d'une entreprise si les règles de sécurité définies par le PGC et les PPSPS, mettant en cause directement la vie des ouvriers, ne sont pas respectées. Le Coordonnateur disposera alors d'un délai de 24 heures pour donner son feu vert au redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise. Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax de tout arrêt des travaux précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le Registre-Journal de la Coordination SPS.

## II. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

### A. PRESENTATION DU PROJET

Les travaux consistent à **la restructuration de l'hébergement de l'IME "les Escloses" Crouzit Haut - 15200 MAURIAC.**

Le projet se déroulera en 2 phases de façon à maintenir l'hébergement sur le site.

#### 1. Description sommaire des travaux :

- ✚ Dépose des matériaux contenant de l'amiante (dalles de sol, colle carrelage, faïences)
- ✚ Travaux de curage intérieurs
- ✚ Démolitions intérieures et extérieures dont éléments structurels (escalier)
- ✚ Créations / modifications d'ouvertures
- ✚ Percement de plancher béton
- ✚ Modification charpente pour intégration conduit de désenfumage
- ✚ Remplacement des menuiseries extérieures
- ✚ Travaux de menuiseries intérieures
- ✚ Travaux de plâtrerie (isolation, doublages, cloisons, plafonds, faux plafonds)
- ✚ Travaux de peinture (, murs et plafonds)
- ✚ Mise en œuvre de carrelage, faïence, sols souples
- ✚ Reprise de la distribution du chauffage
- ✚ Mise en œuvre moteurs et réseaux de ventilation
- ✚ Travaux de plomberie
- ✚ Installations équipements sanitaires
- ✚ Installation électrique courants forts et courants faibles
- ✚ Installation équipements de cuisine.

#### 2. Calendrier prévisionnel des travaux

Les travaux se dérouleront dans un délai global de **18 mois** avec une période de préparation de **1 mois** comprise dans ce délai.

#### 3. Effectifs prévisibles, catégorie de l'opération

L'effectif prévisible total pour la durée de chantier est de moins de 10 000 hommes/jours.

En fonction des délais et de l'importance des travaux les effectifs moyens se situeront approximativement entre **3 à 12** personnes par jour.

Le chantier est classé en 2<sup>ème</sup> catégorie au sens de l'article R.4532-1 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.



## **B. Désignation des lots**

---

LOT 01 → Désamiantage,  
LOT 02 → Démolition, Gros œuvre,  
LOT 03 → Charpente, Couverture,  
LOT 04 → Menuiseries extérieures,  
LOT 05 → Menuiseries intérieures,  
LOT 06 → Cloisons sèches, Faux plafonds,  
LOT 07 → Peinture,  
LOT 08 → Carrelage, Faïence,  
LOT 09 → Revêtements de sols souples,  
LOT 10 → Chauffage, Plomberie, Sanitaire, Ventilation,  
LOT 11 → Electricité, Courants forts, Courants faibles, Désenfumage,  
LOT 12 → Lot Optionnel : ravalement.

## **C. Déclaration préalable**

---

La déclaration préalable sera envoyée par le C.S.P.S. à l'Inspection du Travail, le Service Prévention de la CRAM et à l'OPPBTP.

#### **D. Renseignements complétant la déclaration préalable**

---

- Entreprises titulaires du marché de travaux : non connues à ce jour

<b>01/ Désamiantage</b>		
<b>02/ Démolition, Gros œuvre</b>		
<b>03/ Charpente, Couverture</b>		
<b>04/ Menuiseries extérieures</b>		
<b>05/ Menuiseries intérieures</b>		
<b>06/ Cloisons sèches, Faux plafonds</b>		
<b>07/ Peinture</b>		
<b>08/ Carrelage, Faïence</b>		
<b>09/ Revêtements de sols souples</b>		
<b>10/ Chauffage, Plomberie, Sanitaire, Ventilation</b>		
<b>11/ Electricité, Courants forts, Courants faibles, Désenfumage</b>		
<b>12/ Lot Optionnel : ravalement</b>		

- Sous-traitants : non connus à ce jour.

## **B. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES**

DEMARCHES ADMINISTRATIVES	SERVICES CONCERNES	REALISE PAR :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Lot 02
Envoi du PPSPS (lot principal)	- Inspection du Travail - CRAM - OPPBTP	Lot 02
Déclaration d'ouverture de chantier suivant imprimé DOT cf liasse S 6206	- Inspection du Travail - CRAM - OPPBTP	Entreprises employant + de 10 salariés pendant plus d'une semaine
Autorisation de voirie Arrêté de circulation	Services techniques municipaux,	Travaux dans l'enceinte de l'IME

### III. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

#### A. Description de l'environnement et des servitudes

---

##### 1. Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

La zone chantier sera clôturée en totalité.

)

##### 2. Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

L'entreprise titulaire du lot 02 fera la demande des DICT aux différents concessionnaires, une copie sera transmise au coordonnateur. La mise à jour sera faite en fonction des travaux, un exemplaire sera fourni au coordonnateur.

##### 3. Par rapport aux riverains:

**Le chantier se déroule en site occupé:**

**Chaque entreprise devra veiller à la fermeture du chantier y compris durant les heures de travail.**

**Les accès piétons au chantier seront différenciés des accès publics.**

**Toute circulation de poids lourds sur le site sera accompagnée d'un homme trafic**

Un poste de lavage des roues des véhicules sera installé à la sortie du chantier. Chaque entreprise sera responsable du lavage des roues de ces véhicules.

#### B. Accès au chantier

---

##### 1. Voiries existantes

L'entrepreneur du lot 02 devra assurer l'entretien des voies d'accès et ce, pendant toute la durée du chantier.

Chaque entreprise est responsable de l'entretien des voies extérieures au chantier durant son intervention.

## **2. Desserte pour le personnel**

*Parking des VL* : le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises sera interdit sur le chantier.

Les véhicules devront stationner sur les emplacements communaux à proximité.

Des accès piétonniers sont prévus pour la zone chantier. L'entreprise titulaire du lot 02 est chargée de la réalisation de la structure de cette voie piétonne pour l'accès à zone de travaux en phase chantier.

## **3. Dispositif de guidage**

L'entrepreneur titulaire du lot 02 mettra en place une signalisation de guidage pour accéder à la zone travaux.

Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettre le plan d'accès chantier.

Les flux de piétons sur le trottoir seront déviés et différenciés du flux chantier.

## **4. Entrée du chantier**

***- Affichage obligatoire : (panneaux « PORT DU CASQUE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC, etc...)  
Suivant concertation avec les services de la mairie, une signalisation routière pourra être exigée pour signaler l'entrée du chantier depuis la voirie.***

L'affichage sera réalisé et à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot 01 pour l'ensemble des intervenants. cf CCTP

## **C. Installations de chantier**

---

### **1. Plan d'installation de chantier**

Un projet de plan d'installation de chantier est joint en annexe du présent document.

Ce principe devra être mis à jour par l'entreprise titulaire du lot 02 à l'issue de la visite d'inspection commune en phase de préparation.

Il sera remis au Coordonnateur SPS et au Maître d'œuvre durant la préparation du chantier.

Une réunion de préparation sera organisée pendant la période de préparation.

Ce document devra détailler les emplacements:

- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de la grue ou mise en station engins de levage,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche ,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

## **2. Clôtures**

La clôture et le portail de chantier seront mis en place dans le cadre des travaux préparatoires du chantier.

La clôture de chantier sera de type panneaux HERAS posés sur socles bétons et liaisonnées par des colliers.

L'entrepreneur titulaire du lot 02 aura à assurer l'entretien de ces clôtures dans le cadre du chantier et les modifications et adaptations aux différentes phases.

L'entrepreneur titulaire du lot 02 assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture des accès du chantier. Une chaîne sera posée ainsi qu'un cadenas à code, le code sera transmis à toutes les entreprises.

**Il sera maintenu en permanence les « voies pompiers » et ce pour toutes les phases suivant le phasage des travaux, des cloisons provisoires seront posées afin que le chantier soit clos et indépendant.**

### 3. Cantonnement

Le cantonnement de chantier sera réalisé en bungalows rapportés, par le lot 02. Il sera dans l'emprise de chantier à raison :

- + d'un vestiaire (banc, cassiers, chauffé et éclairé),
- + d'un bungalow sanitaire (1 WC, 1 lavabo avec eau mitigée, 1 douche avec mitigeur, chauffé et éclairé),
- + d'un bureau de chantier (tables, chaises, chauffé et éclairé).
- + d'un réfectoire (tables, chaises, réfrigérateur, micro ondes, chauffé et éclairé).

Il sera prévu et dimensionné pour l'ensemble des corps d'état pour un effectif du personnel tel que défini à l'article 2 du chapitre I du présent P.G.C.

Le cantonnement sera conforme à la fiche OPPBTP n°H3M 0297.

#### Vestiaire

Le vestiaire devra être aéré, éclairé et chauffé. Il sera tenu en état de propreté. Il devra être équipé d'armoire à 2 compartiments, 1 armoire par ouvrier, à définir en fonction de l'article 2 du chapitre 1 du présent PGC, ainsi que de sièges (1 par ouvrier).

La surface totale sera calculée à partir d'une base de 1.25m<sup>2</sup> par personne.

#### Sanitaire

Le sanitaire devra être équipé d'un cabinet d'aisance, lavabo avec eau mitigée, aéré, éclairé et chauffé.

Le titulaire du lot 02 mettra à disposition pendant toute la durée du chantier un bloc sanitaire comprenant au minimum :

- 1 bloc WC avec chasse d'eau identifié femme et douche avec mitigeur,
- 1 bloc WC avec chasse d'eau, urinoirs et douche avec mitigeur,
- 1 ballon d'eau chaude par bloc.

La gestion de l'accès au sanitaire femme sera réalisé par les entreprises concernées (ils devront être fermés à clé).

- des points d'eau sur lavabos, accessoires, savon, papiers à disposition de tous les intervenants.

L'ensemble devra être raccordé en eau, électricité et à l'égout sur réseau existant, les consommables et l'entretien et des blocs sanitaires sont à la charge du lot 02.

Ces raccordements aux réseaux devront être réalisés par le titulaire du lot 02.

### Réfectoire

Le réfectoire devra être aéré, éclairé et chauffé. Il devra être équipé de tables et chaises en nombre suffisant.

Mise en place par le lot 02 d'un bungalow de chantier pour la prise des repas des salariés du chantier :

- de tables et de chaises,
- d'un réfrigérateur
- Appareil de cuisson ou réchauffage (1 par bungalow réfectoire)
- Eau potable fraîche et eau chaude (pour chaque bungalow réfectoire) 3L minimum /jour /salarié
- Réfrigérateur (1 par bungalow réfectoire)

### Bureau de chantier

Le bureau de chantier devra être aéré, éclairé et chauffé. Il devra être équipé de tables et chaises en nombre suffisant.

Mise en place par le lot 02 d'un bungalow de chantier pour l'organisation des réunions de chantier et de coordination SPS à savoir :

- d'une table et de chaises,
- de tableaux d'affichage pour les plans et de rangements pour les pièces écrites et les échantillons,
- un extincteur à poudre polyvalente 9kg en nombre suffisant,
- Une armoire à pharmacie comprenant le nécessaire d'infirmerie,
- de l'éclairage et du chauffage,
- d'ouvertures permettant l'aération,
- de casques de chantier.

Une réserve de casque devra être mise à disposition pour la maîtrise d'ouvrage et visiteurs extérieurs.

Considérant l'organisation de la coordination SPS, l'utilisation du réfectoire comme bureau et salle de réunion de chantier est envisageable en dehors des heures de repas.

L'entretien des bungalows de chantier est à la charge du lot 02.

***Les installations tiendront compte de la présence (ou non) de personnel féminin.***

***Selon l'évolution du chantier, des installations supplémentaires pourront être demandées afin de répondre à la réglementation.***



#### **4. Panneau de chantier**

Ce panneau portera les indications suivantes :

- ⇒ indication du chantier,
- ⇒ nom et adresse du Maître de l'ouvrage,
- ⇒ nom et adresse de la Maîtrise d'œuvre,
- ⇒ nom et adresse du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé,
- ⇒ liste des Entreprises, lot par lot, avec leur adresse et leur téléphone,
- ⇒ le permis de construire.

L'entrepreneur du lot 02 fera son affaire personnelle de la fabrication et la pose de ce panneau.

#### **5. Electricité**

##### *a) REGLES GENERALES :*

Installation par le lot 02 d'une armoire générale d'alimentation et de coffrets de distribution.

L'ensemble des installations sera exécuté par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur.

La vérification de l'installation sera confiée à un organisme agréé sous la responsabilité du lot 02.

Avant intervention des entreprises sur les sites concernés par les travaux, l'entreprise titulaire du lot 11- électricité devra au préalable consigner les réseaux électriques. Un rapport devra être établi et remis au coordonnateur.

##### *b) BRANCHEMENT ELECTRIQUE DE CHANTIER*

A partir du coffret de chantier, le lot 02 aura la responsabilité de l'installation générale du chantier, et sa maintenance.

Elle comprend, de façon distincte :

- ⇒ Les installations électriques nécessaires aux appareils de levage et autres matériels fixes pour chaque entreprise qui sera mise en place,
- ⇒ L'installation électrique pour les besoins du cantonnement,
- ⇒ L'installation électrique prévue pour les circulations et cheminement des personnels sur le chantier,
- ⇒ L'installation électrique nécessaire aux besoins du chantier hormis les trois points précédents. Sont compris dans cette installation, les armoires et réseaux de distribution qui devront respecter notamment les prescriptions du décret du 14 Novembre 1988 et la norme NF C.15.100. (1 coffret électrique par niveau)

Tout le matériel fourni devra être conforme aux règlements en vigueur tant pour le fonctionnement de l'outillage courant, que pour les moyens portatifs d'éclairage.

En aucun cas, les armoires des locaux ne seront prévues pour le branchement d'appareils tels des postes à soudures, etc... Le branchement de tels appareils sera à la charge des entreprises les utilisant. Les armoires seront montées sur pieds, elles seront à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP447).

Les coffrets devront être équipés d'une protection différentielle 30mA.

Les câbles et coffrets devront obligatoirement être fixés aux murs à proximité, les câbles ne devront pas être posés au sol évitant ainsi tous risques de chutes et de détériorations.

### *c) MATERIEL ELECTRIQUE*

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

⇒ Rallonges .....	Type H 07 RNF
⇒ Enrouleurs .....	Catégorie B NFC 61.720
⇒ Prises .....	Protection IP 447 incassable
⇒ Baladeuse .....	NFC 71.008
⇒ Phare halogène .....	Norme NF avec grille de protection

Le Coordonnateur pourra être amené à demander à l'électricien un contrôle périodique du matériel utilisé par les entreprises. En aucun cas elles ne pourront se refuser à ce contrôle qui sera facturé directement à chacune des entreprises concernées.

### *d) ECLAIRAGE PROVISOIRE DE CHANTIER*

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret n° 83721 du 2 août 1983 et codifié dans le code du travail sous les articles R232.7 (1 à 10).

Zone et voies de circulations (escaliers,...) :	60 lux minimum
Zones de travail, vestiaires, sanitaires :	120 lux minimum
Postes de travail permanents :	200 lux minimum

L'éclairage doit permettre la circulation dans tout le chantier et ses abords.

L'éclairage des postes de travaux ponctuels devront être assurés par les entreprises concernées.

**IV. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT CONCERNANT NOTAMMENT**

**A. Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé**


Abréviations :

PRO : Prorata

L.C. : Lot concerné

T.C.E. : Toutes Corps d'Etats

	Réalisé par	A la Charge de
<p><b>1. VOIES ET ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION</b></p> <p><i>a) Circulations horizontales</i></p> <p>L'entreprise titulaire du lot 02 est chargée de la réalisation de la couche de forme des voiries piétonnes et véhicules dès le début de son activité sur le chantier.</p> <p>L'entreprise titulaire du lot 02 est chargée la création et de la maintenance jusqu'à la fin du chantier des voies d'accès chantier complémentaires.</p> <p>Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et des véhicules.</p> <p>Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux.</p> <p>Les cheminements vers le cantonnement seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer, drainés, maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur du chantier.</p> <p>Les différents chemins accès piétons et engins seront entretenus en permanence par l'entreprise et selon demande du Maître d'œuvre ou Coordonnateur SPS.</p> <p>Les zones de circulations menant au bâtiment devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.</p> <p><b>Lavage des roues des véhicules</b></p> <p>Chaque entreprise est responsable du lavage des roues de ses véhicules et des véhicules de ses prestataires et sous traitants.</p> <p>Le nettoyage des voiries publiques en sortie de chantier pourra être demandé aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>L'entretien des installations décrites ci-dessus sera prévu pendant toute la durée du chantier.</p>	<p>Lot 02</p> <p>Lot 02</p> <p>LOT 02</p> <p>LOT 02</p> <p>LOT 02</p> <p>LOT 02</p> <p>TCE</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>LOT 02</p>	<p>Lot 02</p> <p>Lot 02</p> <p>LOT 02</p> <p>LOT 02</p> <p>LOT 02</p> <p>LOT 02</p> <p>TCE</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>LOT 02</p>

	Réalisé par	A la Charge de
<p><b>2. MANUTENTION ET LEVAGE</b></p> <p><b>a) Déchargement</b>  - Les camions de livraisons stationneront dans la zone définie au PIC (Plan d'Installation de Chantier.)</p> <p><b>b) Utilisation des engins de levage par les autres corps d'état</b>  - La conduite de la grue est exclusivement confiée au grutier habituel ; il devra être en possession de l'autorisation de conduite délivrée par son employeur.  En cas de mutualisation de l'équipement de levage, une convention écrite de mise à disposition de drue avec chauffeur devra être établie entre l'entreprise de gros œuvre et l'entreprise souhaitant utiliser la grue.  Cette convention définira en particulier:  - l'adéquation de l'appareil de levage  - qui se charge de l'élingage  - qui assure le guidage de la manœuvre.</p> <p><b>c) Moyens de manutention propres aux entreprises :</b>  - L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.  En particulier, chacune des entreprises doit mobiliser des moyens de manutention adaptés à chaque métier: 'exemple1 monte charge photo ci-dessous</p>	<p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p>	<p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p>
		

Exemple 2: recette à matériaux avec grutage



- Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales.
- Les manutentions verticales devront être organisées de façon à utiliser les moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale du chantier.

**d) Accrochage sur l'ouvrage de moyens de levage :**

- Sur demande d'une entreprise désirant installer un dispositif provisoire de chantier pour le levage, la manutention ou l'accrochage, l'entreprise chargée de la réalisation de l'ouvrage support, devra communiquer les charges admissibles par celui-ci.
- Les demandes d'installation de dispositifs de levage manutention ou accrochage seront transmises au Maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

L.C.

L.C.

L.C.

L.C.

L.C.

L.C.

	Réalisé par	A la charge de
<p><b>e) Vérification des appareils de levage :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ensemble des installations de levage devra être vérifié conformément aux textes en vigueur, avant leur mise en service sur les chantiers.</li> <li>- Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur sécurité et disponible sur le chantier.</li> <li>- Les salariés chargés de la conduite des engins de levage devront être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement.</li> </ul> <p><b>f) Délimitation des zones de stockage :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les matériels et matériaux devront être distribués dans les niveaux au fur et à mesure des approvisionnements.</li> </ul>	<p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p>	<p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p>
<p><b>3. STOCKAGE, ELIMINATION, EVACUATIONS DES DECHETS ET GRAVOIS</b></p> <p><b>a) Evacuation des déchets :</b></p> <p>L'entreprise titulaire du lot 02 à la charge de mettre à disposition pour l'ensemble des entreprises des bennes à déchets. (hors déchets issus des travaux de démolition)</p> <p>Chaque entreprise a la charge du tri de ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur et de leur évacuation jusqu'aux lieux de stockages temporaires</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'entreprise titulaire du lot 02 assurera le nettoyage quotidien des circulations et abords.</li> <li>- En cas de manquement d'une entreprise le Maître d'œuvre ou le coordonnateur pourra demander à une autre entreprise. de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante.</li> <li>- le lot titulaire du lot 02 se chargera des rotations des bennes à déchets et de leur traitement selon les règles en vigueur.</li> </ul> <p><b>b) Magasins :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins. Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.</li> <li>- Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.</li> </ul> <p><b>c) Matières et substances dangereuses :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaque entreprise utilisatrice de substances ou matières dangereuses assurera l'évacuation des produits souillés ou pollués suivant les indications du fabricant.</li> <li>- L'entreprise informera la Maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS préalablement à l'utilisation de telles substances.</li> </ul>	<p>Lot 02</p> <p>TCE</p> <p>LOT 02</p> <p>L.C.</p> <p>LOT 02</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p>	<p>Pro</p> <p>TCE</p> <p>LOT 02</p> <p>L.C.</p> <p>PRO</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p>

	Réalisé par	A la charge de
<p><b>4. SUJETIONS LIEES AUX PROTECTIONS COLLECTIVES:</b></p> <p><b>a) Protection des trémies/ regards</b>  L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80m devra être protégé au moyen de garde corps complets avec une lisse à 1m de hauteur, une sous lisse à 0,45m et une plinthe de 0,15m de hauteur).  Les regards seront obturés provisoirement ou définitivement.</p> <p>Les risques de chutes de hauteur toutes ouvertures dont l'allège est inférieure à 1m de hauteur seront protégés par la mise en place d'un garde corps provisoire.</p> <p><b>b) Maintien des protections collectives</b>  - Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection correcte pour l'ensemble des intervenants du chantier.  - Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.  - Dans le cas de manquement à ces obligations la Maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur pourront demander à l'entreprise titulaire du lot 01 de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.  - Dès que possible les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.</p> <p><b>c) Echafaudages</b>  - <b>Echafaudages de façades :</b>  L'entreprise titulaire du lot 12 sera chargée de la mise en œuvre d'échafaudages de façades pour la réalisation des travaux de ravalement permettant :  - d'accéder à leur poste de travail,  -d'assurer la protection collective périphérique en tout point de la façade.</p> <p>Conformément à la recommandation CARSAT R408:  Le personnel montant et utilisant les échafaudages devront être formés et habilités par leur employeur.  Avant tout utilisation, l'échafaudage doit être réceptionné par une personne formée et habilitée par l'employeur. Le PV de réception sera affiché en pied de l'ouvrage.</p>	<p>lot 02</p> <p>Lot 02</p> <p>Lot 02</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>Lot 12</p> <p>Lot 12</p>	<p>lot 02</p> <p>Lot 02</p> <p>Lot 021</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>Lot 12</p> <p>Lot 12</p>

	Réalisé par	A la charge de
<p><b>- Echafaudages pour intervention sur la toiture :</b></p> <p>Les entreprises titulaires du lot Charpente/ couverture seront chargées de la mise en œuvre d'échafaudages de pied pour la réalisation des travaux en toiture permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'accéder à leur poste de travail,</li> <li>-d'assurer la protection collective périphérique en tout point de la toiture.</li> </ul> <p>Conformément à la recommandation CARSAT R408 :</p> <p>Le personnel montant et utilisant les échafaudages devront être formés et habilités par leur employeur.</p> <p>Avant tout utilisation, l'échafaudage doit être réceptionné par une personne formée et habilitée par l'employeur. Le PV de réception sera affiché en pied de l'ouvrage.</p>	Lot 03	Lot 03
<p><b>- Echafaudages dans la cage d'escalier :</b></p> <p>L'entreprise titulaire du Lot 06 seront chargées de la mise en œuvre d'échafaudages de pied pour la réalisation des travaux dans la cage d'escalier leur permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'accéder à leur poste de travail,</li> <li>-d'assurer la protection collective périphérique en tout point de la toiture.</li> </ul> <p>Conformément à la recommandation CARSAT R408 :</p> <p>Le personnel montant et utilisant les échafaudages devront être formés et habilités par leur employeur.</p> <p>Avant tout utilisation, l'échafaudage doit être réceptionné par une personne formée et habilitée par l'employeur. Le PV de réception sera affiché en pied de l'ouvrage.</p>	Lot 06	Lot 06



Les échafaudages peuvent être mutualisés entre entreprises :  
Avant utilisation, une convention de mise à disposition de matériel sera formalisée entre l'entreprise titulaire prêteuse et les autres entreprises utilisatrices.(y compris sous traitants)  
Cette convention comprendra :  
Le plan de l'échafaudage  
La copie de attestation de formations (montage, utilisation et vérification échafaudages -)  
La copie de attestation de formations (montage et utilisation - autres entreprises utilisatrices)  
La définition des rôles et responsabilités pour les différents contrôles périodiques (contrôle quotidien de l'état de conservation)

**- Echafaudage roulant intérieur**

Conformément à la recommandation R457, le personnel montant et utilisant des échafaudages roulants devra être formé et habilité par l'employeur au montage et à la réception de ces structures.

**d) Plate formes de travail en hauteur**

- Les travaux en hauteur à l'intérieur du bâtiment seront exécutés depuis un échafaudage mobile ou une plate forme individuelle roulante.  
Si l'exigüité des pièces ne permet pas l'utilisation de ce type de matériel, l'entreprise doit préciser dans son PPSPS la dérogation à cette règle par l'emploi d'autre matériel type escabeau. Cette dérogation fera l'objet d'une analyse des risques.



	Réalisé par	A la charge de
<p><b>e)      <i>Blindage des fouilles</i></b></p> <p>- Blindage des fouilles obligatoire dès lors que l'angle de talutage n'est plus permis par l'étude de sol ou que la profondeur des tranchées est supérieure à 1.30 m</p>	Lot 02	Lot 02
<p><b>5.      INSTALLATION ELECTRIQUE :</b></p> <p><b>a)      <i>Branchement électrique:</i></b></p> <p>- L'entreprise titulaire du lot 02 assurera le branchement électrique de chantier et la pose du tableau général du chantier.</p> <p>- Depuis ce tableau seront réalisés :</p> <p>☞ l'alimentation électrique des locaux du cantonnement,</p> <p>☞ l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...)</p> <p>- Contrôle des installations électriques de chantier :</p> <p>☞ les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé.</p> <p>☞ un exemplaire du rapport de conformité au décret n°88-1056 du 14/11/1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.</p>	LOT 02	LOT 02
	LOT 02	LOT 02
	LOT 02	LOT 02
<p><b>b)      <i>Installations de distribution électrique :</i></b></p> <p>- L'implantation des coffrets de prises devra permettre, en tout point du bâtiment une utilisation de prolongateurs inférieurs à 25m.</p> <p>- Les prolongateurs de raccordements devront être du type H07 RNF et ne pas avoir une longueur supérieure à 25m.</p>	LOT11	LOT 11
	TCE	TCE
<p><b>c)      <i>Installations d'éclairage :</i></b></p> <p>- Seront éclairés :</p> <p>☞ les cheminements extérieurs d'accès au cantonnement et aux travaux</p> <p>☞ les circulations intérieures</p> <p>- L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.</p>	LOT 11	LOT 11
	LOT 11	LOT 11
	TCE	TCE

	Réalisé par	A la charge de
<p><b>6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION :</b></p> <p><b>a) Travaux superposés :</b></p> <p>- Le phasage des travaux devra être réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.</p> <p><b>b) Protection liée à la superposition de tâches d'un lot :</b></p> <p>- Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.</p> <p><b>c) Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots :</b></p> <p>- Si l'origine est la configuration des locaux ou de la mesure des prestations, le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteurs mettront en place les protections nécessaires.</p> <p>- Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.</p> <p>- Dans les 2 cas, la fourniture, la mise en oeuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.</p> <p><b>d) Travaux polluants :</b></p> <p>- Les travaux générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières, seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.</p> <p>En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en oeuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.</p> <p>L'entreprise devra également envisager la réalisation de ces travaux en dehors des horaires normaux de chantier.</p> <p>Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.</p> <p>- Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le type de matériel qu'elle compte mettre en oeuvre et une harmonisation sera réalisée.</p>	<p>TCE</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>TCE</p>	<p>TCE</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>TCE</p>

	Réalisé par	A la charge de
<p><b>7. <u>PROTECTION INCENDIE</u></b></p> <p>- Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ces postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés.</p> <p>De manière systématique, tout travaux par point chaud (meulage, soudage ...) à l'intérieur des bâtiments sera interrompu 2 h avant la fin du poste.</p> <p>Un contrôle de la pièce et des pièces environnantes sera effectué avant le départ de l'entreprise (y compris pièces en dessous, le feu pouvant être propagé par les gaines techniques ou réservations)</p> <p>- Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre en place, si nécessaire, une disposition de ventilation mécanique.</p> <p>Elles devront également signaler la zone de travail à risque.</p> <p><b>Le chantier est réalisé en phases et en site occupé.</b></p> <p><b>Pour tout travaux par points chauds, un permis feu devra être établi entre le responsable de l'entreprise et le chef d'établissement</b></p>	<p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p>	<p>L.C.</p> <p>L.C.</p> <p>L.C.</p>
<p><b>8. <u>SIGNALISATION</u></b></p> <p><b>a) <u>Panneau de chantier :</u></b></p> <p>- L'entreprise titulaire du lot 02 aura à sa charge la fourniture et la mise en place du panneau de chantier.</p> <p>- Chaque entreprise titulaire d'un lot communiquera au G.O. les éléments nécessaires à l'établissement de ce panneau de chantier.</p> <p><b>b) <u>Signalisation routière :</u></b></p> <p>Après concertation avec les services municipaux, l'entreprise titulaire du lot 01 mettra en place une signalisation routière telle que décrite au CCTP et demandée par les services municipaux.</p>	<p>LOT 02</p> <p>L.C.</p> <p>Lot 01</p>	<p>LOT 02</p> <p>L.C.</p> <p>Lot 01</p>

	Réalisé par	A la charge de
<p>9. <b><u>MATERIAUX DANGEREUX (Amiante/ Plomb/ Radon, CMR)</u></b></p> <p><b>Amiante</b></p> <p>Un diagnostic Amiante avant travaux met en lumière la présence d'amiante. Avant toute intervention sur site , l'entreprise titulaire du lot 01 effectuera un marquage des matériaux diagnostiqués comme contenant de l'amiante.</p> <p>Chaque entreprise devra prendre connaissance du diagnostic avant travaux. En cas de découverte d'un matériaux non diagnostiqué et susceptible de contenir de l'amiante, les travaux devront immédiatement être stoppés. Les MOE, MOA et CSPS seront prévenus. Un complément de diagnostic sera mandaté par le MOA.</p>	<p>Lot 01</p> <p>L.C.</p>	<p>Lot 01</p> <p>L.C.</p>
<p><b>PLOMB</b></p> <p>Un diagnostic Plomb avant travaux a été établi à l'initiative du maître d'ouvrage.</p> <p>L'entreprise devant intervenir sur des éléments contenant du plomb devra intégrer dans son PPSPS et appliquer les mesures de prévention listées ci-dessous</p> <p><i>Utiliser des techniques produisant aussi peu de poussières que possible (pour le nettoyage, proscrire balais et aspirateurs ménagers).</i></p> <p><i>Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (pour les petites quantités de poussière, préférer un nettoyage à l'humide).</i></p> <p><i>Porter des équipements de protection (vêtements, gants, appareil de protection respiratoire).</i></p> <p><i>Ne pas boire, fumer, manger, mâcher du chewing-gum sur les lieux de travail.</i></p> <p><i>Se laver le visage et surtout les mains avant les pauses et se doucher en fin de poste.</i></p> <p>Le personnel intervenant pour la dépose d'ouvrage contenant du plomb devra faire l'objet un suivi médical renforcé spécifiques aux agents chimiques CMR sont applicables aux travailleurs exposés.</p>		

	Réalisé par	A la charge de
<p><b>RADON</b></p> <p>Le bâtiment est située dans une zone identifiée comme présentant un risque important de présence du Radon</p> <p>Le radon est un gaz radioactif naturel. Il est présent dans le sol, l'air et l'eau. Il présente principalement un risque sanitaire pour l'homme lorsqu'il s'accumule dans les bâtiments.</p> <p>- En vue de limiter le risque d'exposition des salariés au Radon(risque identifié en catégorie 3 Fort sur la commune de Mauriac), il conviendra à toutes les entreprises dont les salariés sont amenés à travailler dans le sous sol ou VS , d'évaluer le risque et de proposer des mesures de prévention permettant de limiter l'exposition de ceux-ci.</p> <p>La mise en œuvre d'une ventilation mécanique en marche 20 minutes préalablement au démarrage des opérations en cave et maintenue toute la journée est requise.</p> <p>(se référer au Guide pratique Prévention du risque radon édition 2020 édité par le ministère du travail)</p> <p>- Chaque entreprise utilisatrice de substances ou matières dangereuses assurera l'évacuation des produits souillés ou pollués suivant les indications du fabricant.</p> <p><b>Autres composés CMR:</b></p> <p><b>les travaux exposant aux hydrocarbures polycycliques aromatiques présents dans la suie, le goudron, la poix, la fumée ou les poussières de la houille ;</b></p> <p><b>les travaux exposant aux poussières de bois inhalables ;</b></p> <p><b>les travaux exposant aux poussières de silice cristalline ;</b></p> <p>Chaque entreprise amenée à exposer ses salariés aux agents CMR listés ci-dessus devra:</p> <p>=Analyser les risques d'exposition dans son PPSPS</p> <p>Mettre en œuvre les moyens de prévention en privilégiant les mesures de protections collectives (aspiration à la source)</p> <p>Isoler les postes de travail des autres entreprises ( éviter d'exporter le risque)</p>		

**V. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER**

**A. SITE EN ACTIVITE, DES RISQUES DE CO-ACTIVITE DES ZONES A CARACTERE DE RISQUES PARTICULIERS, DES ZONES INTERDITES,**

OBSERVATIONS A PRENDRE EN COMPTE	Réalisé par	A la charge de
<p><b>Travaux en site occupé:</b></p> <p>Les travaux se déroulant en site occupé, tout poste de travail, pied d'échafaudage et zones de stockage seront isolés par une clôture de chantier.</p> <p><b>La clôture restera fermée y compris durant les horaires de travail</b></p>	<p>Lot 02</p> <p>TCE</p>	<p>Lot 02</p> <p>TCE</p>
<p><b>Consignation préalable des réseaux</b></p> <p>Préalablement à toute intervention sur site, les entreprises titulaires des lots 10 et 11 seront chargées de réaliser une consignation des réseaux des zones de travaux.</p> <p>Les réseaux restant alimentés seront identifiés (1 étiquette /ml)</p> <p>La consignation fera l'objet d'un PV qui sera adressé à toutes les entreprises titulaires de lots.</p>	<p>Lot 10/11</p> <p>Lot 10/11</p> <p>Lot 10/11</p>	<p>Lot 10/11</p> <p>Lot 10/11</p> <p>Lot 10/11</p>
<p><b>Travaux de démolition:</b></p> <p><b>En cas d'évacuation de gravats de démolition par les fenêtres d'étage, celle ci sera effectuée via des goulottes afin de limiter l'émission de poussières et les projections de matériaux.</b></p> <p><b>En outre, la zone périphérique à la benne en pied de bâtiment sera strictement clôturée à l'intérieur de la zone chantier.</b></p>	<p>Lot 02</p> <p>Lot 02</p> <p>Lot 02</p>	<p>Lot 02</p> <p>Lot 02</p> <p>Lot 02</p>

<p><b>Travaux en vide sanitaires</b></p> <p><b>Le vide sanitaire du bâtiment n'est pas aménagé pour être visitable. Il doit être considéré comme un espace confiné et à ce titre l'entreprise titulaire du lot 02 a à sa charge :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'identification des dangers et l'évaluation des risques,</li> <li>- La préparation et l'organisation de l'intervention,</li> <li>- L'utilisation des différents équipements de travail et de protection : <ul style="list-style-type: none"> <li>. contrôleur d'atmosphère,</li> <li>. harnais, longe, stop-chute, trépied,</li> <li>. système de ventilation,</li> <li>. moyens de communication,</li> <li>. appareils de protection respiratoire</li> </ul> </li> </ul> <p>L'élaboration et l'application d'un mode opératoire, des procédures d'intervention,</p> <p>La conduite à tenir en cas d'accident...</p> <p>Le comportement : en cas de malaise de l'opérateur intervenant dans l'espace confiné, il ne faut absolument pas intervenir dans cet espace si on ne dispose pas de l'équipement de protection respiratoire nécessaire,</p> <p>Le respect des règles de sécurité,</p> <p>La prise en compte du temps nécessaire pour se mettre en sécurité,</p> <p>L'anticipation, l'évaluation, le dialogue, la remontée d'information en cas de problème</p>		
---	--	--

## B. DES CONSIGNES DE L'ETABLISSEMENT

---

Sans objet.



**VI. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT**

**A. CANTONNEMENT :**

**1. Les installations de chantier concernent**

NATURE DE L'INSTALLATION	REALISE PAR	A CHARGE
- Clôtures	LOT 02	LOT 02
- des réseaux divers existants à protéger	LOT 02	LOT 02
- des branchements eau, électricité	LOT 02	LOT 02
- des raccordements EP, EU, EV, AEP	LOT 02	LOT 02
- des réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc)	LOT 02	LOT 02
- cantonnement TCE (vestiaires, réfectoire, sanitaire, réunion)	LOT 02	LOT 02
- Bennes à déchets	LOT 02	Pro
- des coffrets de prises électriques de chantier,	LOT 11	LOT 11
- Eclairage provisoire des circulations	Lot 11	Lot11
- du téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	LOT 02	PRO

Seules les consommations d'eau, d'électricité, de téléphone et les bennes à déchets sont portées au débit du compte prorata.

**2. Dimensionnement**

Suivant fiche professionnelle OPPBTP N° H3 M 02 97 : Installation d'accueil des salariés sur chantiers.

Le cantonnement TCE sera dimensionné en fonction de l'effectif maximum prévisionnel indiqué à l'article 2 du chapitre I du présent PGC.

Cet effectif sera précisé au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

### **3. Incendie**

Extincteurs dûment contrôlés et adaptés aux locaux et aux risques (suivant fiche OPPBTP N° A6 M 01 92)

### **4. Secours**

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

A réaliser par l'entrepreneur titulaire du lot 02.

### **5. Nettoyage et entretien du cantonnement**

L'entrepreneur titulaire du lot 02 assurera :

- le nettoyage quotidien des locaux et l'évacuation des ordures.
- la fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette).

***Il est fortement conseillé de faire appel à une entreprise spécialisée.***

### **6. Hébergement sur le site**

Sans objet

## **B. NETTOYAGE DU CHANTIER**

---

### **1. Règles générales de nettoyage du chantier**

Il est prévu des bennes communes.

Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'aux bennes mises à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.

Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.

## **VI. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE**

### **A. \_ORGANISATION DES SECOURS**

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Les sauveteurs secouristes du travail devront être recyclés annuellement. Il est nécessaire d'envisager un moyen de distinction qui permettra d'identifier rapidement les personnes secouristes du travail (autocollant sur le casque ou badge).

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé. la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

#### **Appeler : SAMU Tél. 15**

en donnant les informations suivantes :

1. Lieu de l'accident
2. Causes
3. Nombre de blessés
4. Etat du ou des blessés
5. N° de téléphone du chantier

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. "L'accueil" des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier.

#### **- Sauveteurs secouristes de travail (S.S.T.)**

Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un badge spécial apposé sur le casque.

## **B. RISQUE INCENDIE**

---

Si les entreprises décident d'utiliser des produits chimiques présentant un risque incendie (à définir dans le PPSPS), le Coordonnateur sécurité désignera les zones de stockages particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage
- vestiaires

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle. Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage, meulage
- utilisation de produits inflammables (peintures...)

**Le numéro d'appel des sapeurs pompiers est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former leurs salariés à l'utilisation des extincteurs.

# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

**18**  
**Pompiers**

**112**  
**Centre d'appels secours**

**15**  
**Samu**

**et dites...**

## **1 Ici chantier**

À (commune ou arrondissement) .....

N° ..... Rue .....

En face de .....

Téléphone

IME les escloses  
Crouzit Haut  
15200 Mauriac

## **2 Précisez la nature de l'accident**

*Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...*

*Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.*

*Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...*

## **3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

*Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.*

## **4 Décrivez l'intervention du secouriste**

*Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...*

## **5 Fixez un point de rendez-vous**

*et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.*

## **6 Faites répéter le message**

**Ne raccrochez jamais le premier.**

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



## **VII. VII. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS, OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

### **A. ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

---

Les entreprises devront rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS).

Un modèle cadre sera remis aux entreprises lors de la visite d'inspection commune.

Le PPSPS est établi, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'Ouvrage.

### **B. VISITE D'INSPECTION COMMUNE**

---

Le Coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toute entreprise titulaire ou sous-traitante, préalablement à l'élaboration de son PPSPS et à son intervention sur le chantier.

Cette inspection commune aura lieu obligatoirement avant remise du PPSPS.

### **C. DIFFUSION PPSPS**



---

La diffusion du PPSPS est la suivante : 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS.

Après avis, 1 exemplaire supplémentaire devra être remis au coordonnateur.

1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par la CRAM, l'OPPBTP, La Médecine du travail, les délégués du personnel, et l'Inspection du Travail.

1 exemplaire est adressé à l'Inspection du Travail, au service Prévention CCARSAT et à l'OPPBTP :

-  pour les entreprises chargées du Gros-Œuvre ou lot principal,
-  pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant liste de l'annexe II de l'article L.4532-8 du Code du Travail.

### **D. SOUS-TRAITANT**

---

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité de Protection de la Santé à ses sous-traitants, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document pourra être son propre PPSPS. A partir de ce document, le sous-traitant établira son propre PPSPS.

Le sous-traitant disposera de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir le PPSPS.

Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second-œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie-civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste prévue à l'article L.4532-8 du Code du Travail (travaux comportant des risques particuliers).

NOTA : la sous-traitance est soumise à l'agrément du Maître de l'ouvrage.

## **SOMMAIRE**

- Annexe 1** Documents à fournir pour l'élaboration du dossier d'intervention ultérieure
- Annexe 2** P.P.S.P.S.
- Annexe 3** DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE



## ANNEXE 1: DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

- ☐ Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage prévu aux articles R 4532-95 du décret du 26 décembre 1994 a pour objectif de faciliter la prévention des risques professionnels et la maintenance lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.
- ☐ Le DIUO est constitué par le coordonnateur à partir de données établies par les concepteurs Maître d'Œuvre et entreprises.
- ☐ Il comprend ou fait référence aux documents suivants :
  - ♦ les principaux plans du dossier d'exécution tels que :
    - les plans installations électriques,
    - P.V. essais lanterneaux,
    - volumes verriers,
    - plan de réseaux enterrés,
    - note de calcul des ouvrages,
  - ♦ Les dossiers de maintenance établis par les différents corps d'états et collectés par le titulaire du marché :
    - éclairage,
    - électricité,
    - ventilation, chauffage,
    - installation électrique.
- ☐ Tous ces documents seront remis au Coordonnateur SPS au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

## **ANNEXE 2: PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE P.P.S.P.S**

### **A. MODALITES DE TRANSMISSION**

L'entrepreneur doit remettre au Coordonnateur ou au Maître d'Ouvrage un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Il dispose de **trente jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître de l'Ouvrage** pour établir ce plan.

L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration du P.P.S.P.S des informations fournies par l'entrepreneur et notamment de celles qui sont contenues dans le P.G.C.

Le sous-traitant doit disposer de **trente jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur** pour établir le P.P.S.P.S. Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux du second œuvre.

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel.

L'entrepreneur chargé du lot principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L. 4532-8 du Code du Travail, adresse à l'inspecteur du travail, au chef du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé auquel sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont déjà été donnés. Dans le cas contraire ces avis sont transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.

Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Sont joints, pour ce qui concerne les entrepreneurs non visés à l'article précédent, les avis prévus à l'article R. 4532-69 .

Dans le cas où une mesure de prévention prévue au plan n'a pu être appliquée, l'entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du Coordonnateur et des personnes et organismes officiels de prévention.

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé tenu sur le chantier peut être consulté par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

L'entrepreneur le tient constamment à la disposition de l'inspection du travail.

Le plan de sécurité et de protection de la santé tenu sur le chantier est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de cinq années à compter de la réception de l'ouvrage.

## **B. CONTENU DU P.P.S.P.S.**

---

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé mentionne les nom et adresse de l'entrepreneur ; il indique l'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ; il précise le nom et la qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

Le P.P.S.P.S. comporte obligatoirement et de manière détaillée :

### **Les dispositions en matière de secours et d'évacuation**

- a) il indique les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accident et aux malades,
- b) il précise le nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence,
- c) il énumère le matériel médical existant sur le chantier,
- d) il indique les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;  
"lorsque des dispositions sont prévues par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, mention peut être faite au renvoi à ce plan".

### **Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés au personnel**

En application notamment des dispositions du décret n° 95-608 du 6 mai 1995. Il mentionne pour chacune des installations prévues dans leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

## **Les conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier**

A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le Coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

**a) Les mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques spécifiques découlant :**

- ⇒ de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant,
- ⇒ des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses,

**b) La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques** pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article L. 4532-8.

**c) Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entreprise lors de l'exécution de ces propres travaux.**

"Lorsqu'il découle du P.G.C. et de l'analyse préalable des risques menés par l'entreprise, qu'une ou plusieurs des mesures visées ci dessus n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue à l'article L. 4532-8, l'entrepreneur en fait mention express sur le plan".

Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier.

Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier ; il indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelles, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent. Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles ci requièrent une adaptation particulière.

### **ANNEXE 3: DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE**

*Document à intégrer par chaque intervenant dans les PPSPS*

*Adresse du chantier*

Horaires de livraison, coordonnées du réceptionnaire

Consignes pour la livraison en sécurité, pour la circulation, l'accès et stationnement

Caractéristiques techniques de ces zones : dimensions, résistance du sol, charge utile, distance et hauteur si recettes à matériaux

Signalisation des lignes électriques et autres contraintes

Moyens communs disponibles (Quai, Grue, etc.)

Caractéristiques des véhicules admis (gabarit, PTAC, etc.)

- PIC avec plan de circulation, emplacement des lieux de livraisons et zone de stockage